

## Annonces du Président de la République : Quid de la Fonction publique ?

Face aux inégalités grandissantes, au sentiment d'abandon d'une grande partie de la population, il était attendu du Président de la République qu'il apporte des réponses en termes de pouvoir d'achat, de rôle des services publics et de fiscalité plus juste afin d'améliorer les conditions de vie de tous les salarié-es, chômeurs, retraité-es et jeunes.

Mais derrière quelques mesures « sociales » qui cachent un affaiblissement de la protection sociale et le refus d'une augmentation générale des salaires, Emmanuel Macron a surtout confirmé les très importants cadeaux fiscaux faits aux plus riches (ISF, CICE, Flat tax, Exit tax, exonération des cotisations sociales), son agenda (réformes des retraites, de la fonction publique et de l'assurance chômage) et la poursuite de la baisse des dépenses publiques au détriment de la présence et de la qualité des services publics et des conditions de travail des agents.

Le Président n'a rien dit non plus du financement de ses mesures, sinon qu'elles ne coûteraient rien aux employeurs et que l'impôt sur la fortune ne serait pas rétabli. En tout état de cause, ce sont encore les fonctionnaires qui supporteront la contribution de l'Etat. La FSU est très inquiète pour l'avenir de la Fonction publique et de ses agent-es : avec la suppression des postes statutaires et l'augmentation des contractuels. Pour répondre à la crise profonde de notre pays, il est indispensable de dégager les moyens budgétaires nécessaires. Sans réforme fiscale juste et plus redistributive, sans le rétablissement de l'ISF, toutes mesures sociales resteront limitées.

Concernant la jeunesse et les questions d'Education et de formation, le Président a considéré que les politiques en cours répondaient aux exigences. Or, les jeunes sont aujourd'hui mobilisés pour des perspectives d'avenir meilleures que celles promises avec les réformes actuelles (réforme du lycée, Parcours Sup...). Des réformes qui remettent en cause la professionnalité des enseignant-es, leurs conditions de travail et celles d'apprentissage de leurs élèves.

La FSU réitère sa demande de prendre en compte les revendications de la jeunesse et des personnels de l'Education.

Pour la FSU, les annonces faites lundi soir par le Président de la République ne répondent pas aux enjeux qu'elle porte notamment pour réduire les inégalités sociales, territoriales, écologiques, et pour conforter le modèle social de la France.

**C'est pourquoi, la FSU invite à développer et à participer à toutes les initiatives qui s'organisent de manière unitaire large dans le cadre de la journée d'action du 14 décembre.**

**C'est pourquoi elle a déposé un préavis de grève pour participer à la**

# MANIFESTATION,

**Vendredi 14 décembre,**

**à 11 heures 30 place de la république**